

une première. Ce jeudi à Berne, les deux Chambres du parlement tiendront une session extraordinaire consacrée à la pauvreté en Suisse. Programmée avant le scrutin du 3 mars, elle a été imposée par le Parti socialiste, qui a eu un bon flair sur ce coup. L'acceptation historique de la 13^e rente AVS, intervenue entre-temps, donne en effet une tout autre envergure à cet événement.

Ces derniers mois, il a en effet beaucoup été question de précarité des aînés. Quant à la thématique de la crise du pouvoir d'achat, elle n'est plus cantonnée aux seuls socialistes. Lors des dernières élections fédérales, l'UDC romande en a même fait un point fort de sa campagne.

Cette session extraordinaire sera surtout symbolique. Le seul objet au programme ne va d'ailleurs pas bouleverser la politique sociale du pays. Il s'agit d'une motion qui demande de reconduire jusqu'en 2030 le programme de prévention et de lutte contre la pauvreté qui arrive à échéance. Mais aussi d'adopter une stratégie nationale. Un projet porté par deux nouveaux du PS: le conseiller aux États Simon Stocker (SH) et la conseillère nationale Estelle Revaz (GE).

Des chiffres «inacceptables»

Si le Conseil fédéral refuse le premier point, c'est parce qu'il attend un rapport sur l'efficacité de ce programme. Quant à l'introduction d'une stratégie nationale, il note qu'une demande similaire est déjà pendante. Par contre, là où cette motion devient intéressante, c'est qu'elle est cosignée par des élus de tous les partis. Estelle Revaz a même réussi l'exploit d'obtenir le soutien de 93 collègues. Soit quasi la majorité absolue.

Comment a-t-elle fait? «Il y a

d'abord un contexte, commence l'élue socialiste. Ces dernières an-

«Ces dernières années, la population a enchaîné les crises, entre le Covid et l'énergie. Ces dernières ont mis au jour une précarité qui interpelle, indépendamment des partis.»

Estelle Revaz, conseillère nationale (PS/GE), à l'origine de la motion

nées, la population a enchaîné les crises, entre le Covid et l'énergie. Ces dernières ont mis au jour une précarité qui interpelle, indépendamment des partis.»

Elle explique ensuite qu'elle a mené un travail d'explication et de sensibilisation auprès de ses collègues. «En 2023, le taux de pauvreté s'élevait à 8,7%; 4,2% des actifs vivent sous le seuil de pauvreté. Ce sont des chiffres inacceptables pour la Suisse.»

Et la Genevoise de conclure que les différents acteurs du dossier appellent à la poursuite du programme. «La lutte contre la pauvreté est certes du ressort des cantons et des communes, mais la Confédération a le devoir constitutionnel de coordonner les mesures.» Pour elle, dire oui à cette motion est donc un signal important, pour un coût modeste de 250'000 francs.

«Il y a depuis quelques années une prise de conscience de la pauvreté en Suisse», appuie Isabelle Chappuis (Le Centre/VD), qui n'a pas hésité avant de cosigner le

texte. «Cette réalité reste trop souvent cachée dans notre pays, mais on l'a vue surgir, par exemple, au travers du débat sur la 13^e rente. Pour moi, il était en tout cas évident qu'il fallait soutenir un texte qui vise à prévenir et à anticiper ces problèmes.»

Du «marketing politique»

Estelle Revaz a même convaincu une poignée d'élus UDC romands de la soutenir. À l'image du Vaudois Yvan Pahud. «Au sein de notre groupe, les avis sont partagés. Notamment parce que le Conseil fédéral attend une évaluation de ce programme. Si j'ai quand même accepté de signer, c'est pour mettre la pression dans cette lutte nécessaire contre la pauvreté. Car l'UDC est aussi le parti des petites gens.»

Et si ses collègues alémaniques manquent à l'appel, c'est selon lui une question de sensibilité. «Outre-Sarine, on ose beaucoup moins parler des problèmes liés à l'argent.»

Mais sous la Coupole, il reste tout de même une part d'élus qui ne goûtent guère l'idée de forcer le parlement à débattre d'un thème. «Mettre sur pied une session extraordinaire sur la pauvreté, c'est du marketing politique, lâche Philippe Nantermod (PLR/VS). Je ne nie pas la souffrance des personnes confrontées à la précarité. Mais je ne crois pas aux recettes socialistes: les dépenses sociales ont explosé au cours des dix dernières années, pour dépasser les 200 milliards en 2022 (ndlr: pour l'ensemble des prestations, y compris AVS et AI). On aide toujours plus de personnes, et toujours plus de personnes sont pauvres. C'est une exploitation de la misère qui alimente un agenda politique, sur le dos des plus démunis.»

Philippe Nantermod préfère défendre «cette classe moyenne qui travaille dur mais se trouve écrasée par des contributions obligatoires toujours plus fortes». Pour lui, «Berne doit davantage favoriser l'effort et le mérite, alors que la lutte contre la pauvreté est constitutionnellement du ressort des cantons».